

Vu l'avis n° 57.538/1 du Conseil d'Etat, donné le 22 mai 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre des Pensions et du Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture, et de l'Intégration sociale, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. En vue de la nomination des membres effectifs et suppléants du Comité national des Pensions, les organisations qui représentent les intérêts des travailleurs, des membres du personnel du secteur public, des employeurs et des travailleurs indépendants, sont invités par le ou les ministres qui ont les pensions dans leurs attributions à présenter, dans le délai d'un mois, une liste de deux candidats aux fonctions de membres effectifs et de deux candidats aux fonctions de membres suppléants, pour chaque siège qui leur est attribué.

Art. 2. Lorsqu'il y a lieu de pourvoir au remplacement de membres effectifs ou suppléants, le ou les ministres qui ont les pensions dans leurs attributions invitent, selon le cas, les organisations qui représentent les intérêts des travailleurs, des membres du personnel du secteur public, des employeurs et des travailleurs indépendants, à leur adresser, dans le délai d'un mois, une liste de deux candidats par siège vacant. Les personnes nommées en remplacement d'un membre du Comité national des Pensions achèvent le mandat de leur prédécesseur.

Art. 3. Le nom d'un candidat ne peut figurer sur plusieurs listes ni plus d'une fois sur une même liste de présentation. Le candidat effectif peut être nommé membre suppléant.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le ou les ministres qui ont les pensions dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 mai 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

Le Ministre des Indépendants,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C - 2015/21030]

28 MAI 2015. — Arrêté royal établissant la répartition des mandats pour les organisations qui représentent les intérêts des travailleurs salariés, des membres du personnel du secteur public, des employeurs et des travailleurs indépendants au sein du Comité national des Pensions

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mai 2015 portant création d'un Comité national des Pensions, d'un Centre d'Expertise et d'un Conseil Académique, l'article 3, § 2 et § 5;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 17 mars 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 mars 2015;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que la mise en place du Comité national des Pensions ne peut pas être reportée car des travaux de cet organe dépendent d'une part des réformes en matière de pension très attendues par la population et d'autre part des réformes structurelles indispensables de notre régime de pension. Ainsi, le Comité

de pratique apporte. Tenslotte dient te worden benadrukt dat het Nationaal Pensioencomité zich zal dienen te focussen op andere – eveneens belangrijke – hervormingen zoals bijvoorbeeld de modernisering van de gezinsdimensie van onze pensioenstelsels.

Gelet op advies nr. 57.538/1 van de Raad van State, gegeven op 22 mei 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Pensioenen en de Minister van Middenstand, Zelfstandigen, KMO's, Landbouw en Maatschappelijke Integratie, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Met het oog op de benoeming van de vaste en plaatsvervangende leden van het Nationaal Pensioencomité, worden de organisaties die de belangen van de werknemers, de personeelsleden van de publieke sector, de werkgevers en de zelfstandigen vertegenwoordigen verzocht door de minister of ministers tot wiens bevoegdheid de pensioenen behoren, om binnen de termijn van een maand een lijst voor te leggen met twee kandidaten voor de functies van vaste leden en met twee kandidaten voor de functies van plaatsvervangende leden, voor elke zetel die hen wordt toegekend.

Art. 2. Indien er moet worden voorzien in de vervanging van de vaste of plaatsvervangende leden, kunnen de minister of de ministers tot wiens bevoegdheden de pensioenen behoren, al naargelang het geval, aan de organisaties die de belangen van de werknemers, de personeelsleden van de publieke sector, de werkgevers en de zelfstandigen vertegenwoordigen, verzoeken om binnen de termijn van een maand een lijst op te sturen met twee kandidaten per vacante zetel. De personen die benoemd worden ter vervanging van een lid van het Nationaal Pensioencomité, voleindigen het mandaat van hun voorganger.

Art. 3. De naam van een kandidaat mag niet voorkomen op meerdere lijsten en niet meer dan een keer op eenzelfde voordrachtenlijst. De kandidaat voor de functie van vast lid kan worden benoemd tot plaatsvervangend lid.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. De minister of de ministers tot wiens bevoegdheden de pensioenen behoren zijn belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Gegeven te Brussel, 28 mei 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

De Minister van Zelfstandigen,
W. BORSUS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2015/21030]

28 MEI 2015. — Koninklijk besluit tot verdeling van de mandaten van de organisaties die de belangen van de werknemers, de personeelsleden van de publieke sector, de werkgevers en de zelfstandigen binnen het Nationaal Pensioencomité vertegenwoordigen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 mei 2015 tot oprichting van een Nationaal Pensioencomité, een Kenniscentrum en een Academische Raad, artikel 3, § 2 en § 5;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 maart 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 18 maart 2015;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door het feit dat de installatie van het Nationaal Pensioencomité niet kan worden uitgesteld, daar de pensioenhervormingen afhangen van de werkzaamheden van dit orgaan. Het betreft hervormingen waar de bevolking veel van verwacht enerzijds en onontbeerlijke structurele

national des Pensions aura en priorité à connaître de la question de la pénibilité du travail. Il s'agira de discussions que l'on sait à l'avance difficiles à mener et qui prendront du temps. Le Comité national des Pensions aura également à connaître de la possibilité d'une prise en compte d'une pension partielle. Or, pour la mise en œuvre de cette pension partielle, les organismes de pension devront disposer du temps nécessaire pour pouvoir s'adapter. Le Comité national des Pensions, assisté par le Centre d'Expertise et le Conseil académique, doit par ailleurs étudier, préciser et organiser la mise en œuvre d'un système à points qui est destiné à assurer la performance sociale et la soutenabilité financière de nos trois régimes de pension. Le travail d'analyse du système nécessitera encore de longs mois de travaux. Une fois analysé, le système doit être traduit en textes réglementaires, puis un délai suffisant (certainement plusieurs années) devra être prévu pour permettre aux organismes de pension (ONP, SdPSP, INASTI) d'adapter leur système. Tout report de la mise en place du Comité national des Pensions implique automatiquement un report des travaux sur ces différentes réformes. En outre, il faut également rappeler que des instances internationales telles que le FMI, l'OCDE et la Commission européenne attendent de la Belgique qu'elle confirme au plus vite les réformes en matière de pension qu'elle a annoncées. Notons enfin, que le Comité national des Pensions aura à connaître d'autres réformes tout aussi importantes telles que par exemple la modernisation de la dimension familiale de nos régimes de pension.

Vu l'avis n° 57.539/1 du Conseil d'Etat, donné le 22 mai 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre des Pensions et du Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les mandats sont attribués aux organisations qui représentent les intérêts des travailleurs et des membres du personnel du secteur public au sein du Comité national des Pensions comme suit :

Membres effectifs pour les représentants des travailleurs du secteur privé :

- 2 Fédération générale du travail de Belgique
- 2 Confédération des syndicats chrétiens de Belgique
- 1 Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique.

Membres suppléants pour les représentants des travailleurs du secteur privé :

- 2 Fédération générale du travail de Belgique
- 2 Confédération des syndicats chrétiens de Belgique
- 1 Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique.

Membres effectifs pour les représentants des membres du personnel du secteur public :

- 1 Centrale Générale des Services Publics
- 1 Confédération des syndicats chrétiens de Belgique
- 1 Syndicat libre de la fonction publique.

Membres suppléants pour les représentants des membres du personnel du secteur public :

- 1 Centrale Générale des Services Publics
- 1 Confédération des syndicats chrétiens de Belgique
- 1 Syndicat libre de la fonction publique.

Art. 2. Les organisations suivantes se répartissent les mandats qui sont attribués aux membres qui représentent les intérêts des employeurs et des travailleurs indépendants au sein du Comité national des Pensions :

- Membres effectifs :
- Fédération des Entreprises de Belgique
- Union des Classes Moyennes
- Unie van Zelfstandige Ondernemers
- Boerenbond

hervormingen van ons pensioensysteem anderzijds. Zo zal het Nationaal Pensioencomité zich in de eerste plaats dienen te buigen over de zwaarte van beroepen. Dit zal besprekingen betreffen waarvan men al op voorhand weet dat deze moeizaam zullen verlopen en tijd zullen vergen. Het Nationaal Pensioencomité zal zich ook moeten uitspreken over de mogelijkheid van een inaanmerkingneming van een deeltijds pensioen. Voor de invoering van dit deeltijds pensioen zullen de pensioeninstellingen de nodige tijd moeten krijgen, zodat zij zich kunnen aanpassen. Het Nationaal Pensioencomité bijgestaan door het Kenniscentrum en de Academische Raad dient bovendien de invoering van een puntensysteem te bestuderen, te preciseren en op touw te zetten. Dit puntensysteem dient de sociale performantie en de financiële houdbaarheid van onze drie pensioenstelsels te waarborgen. De analyse van het systeem zal nog vele maanden werk vergen. Eens de analyse achter de rug is, moet het systeem nog worden vertaald in regelgevende teksten. Derhalve zal een voldoende lange termijn (vast en zeker meerdere jaren) dienen te worden voorzien, zodat de pensioeninstellingen (RVP, PDOS, RSVZ) hun systemen kunnen aanpassen. Elk uitstel van de installatie van het Nationaal Pensioencomité impliceert automatisch een vertraging van de werkzaamheden rond deze diverse hervormingen. Daarnaast dient er tevens aan te worden herinnerd dat internationale instellingen zoals het IMF, de OESO en de Europese Commissie van België verwachten dat ons land de pensioenhervormingen die het heeft aangekondigd, zo snel mogelijk in de praktijk brengt. Tenslotte dient te worden benadrukt dat het Nationaal Pensioencomité zich zal dienen te focussen op andere – eveneens belangrijke – hervormingen zoals bijvoorbeeld de modernisering van de gezinsdimensie van onze pensioenstelsels.

Gelet op advies nr. 57.539/1 van de Raad van State, gegeven op 22 mei 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Pensioenen en de Minister van Middenstand, Zelfstandigen, KMO's, Landbouw en Maatschappelijke Integratie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De mandaten worden als volgt toegekend aan de organisaties die de belangen vertegenwoordigen van de werknemers en de personeelsleden van de publieke sector in het Nationaal Pensioencomité :

Vaste leden voor de vertegenwoordigers van de werknemers van de privésector :

- 2 Algemeen Belgisch Vakverbond
- 2 Algemeen Christelijk Vakverbond
- 1 De Algemene Centrale der Liberale Vakverbonden van België

Plaatsvervangende leden voor de vertegenwoordigers van de werknemers van de privésector :

- 2 Algemeen Belgisch Vakverbond
- 2 Algemeen Christelijk Vakverbond
- 1 Algemene Centrale der Liberale Vakverbonden van België

Vaste leden voor de vertegenwoordigers van de personeelsleden van de publieke sector :

- 1 Algemene Centrale der Openbare Diensten
- 1 Algemeen Christelijk Vakverbond
- 1 Vrij Syndicaat voor het Openbaar Ambt.

Plaatsvervangende leden voor de vertegenwoordigers van de personeelsleden van de publieke sector :

- 1 Algemene Centrale der Openbare Diensten
- 1 Algemeen Christelijk Vakverbond
- 1 Vrij Syndicaat voor het Openbaar Ambt.

Art. 2. De volgende organisaties verdelen de mandaten die toegekend zijn aan de leden die de belangen van de werkgevers en de zelfstandigen in het Nationaal Pensioencomité vertegenwoordigen :

- Vaste leden:
- Verbond van Belgische Ondernemingen
- Union des Classes Moyennes
- Unie van Zelfstandige Ondernemers
- Boerenbond

Membres suppléants :

Fédération des Entreprises de Belgique

Union des Classes Moyennes

Unie van Zelfstandige Ondernemers

Boerenbond

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le ou les ministres qui ont les pensions dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 mai 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

Le Ministre des Indépendants,
W. BORSUS

Plaatsvervangende leden :

Verbond van Belgische Ondernemingen

Union des Classes Moyennes

Unie van Zelfstandige Ondernemers

Boerenbond

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De minister of ministers tot wiens bevoegdheden de pensioenen behoren zijn belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Gegeven te Brussel, 28 mei 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

De Minister van Zelfstandigen,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2015/24139]

13 MAI 2015. — Arrêté royal portant octroi d'une contribution financière 2015 du Royaume de Belgique à la Bonn Agreement Secretariat dans le cadre de l'Accord de Bonn

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2015, le programme 25.55.5;

Considérant la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, les articles 121 jusqu'à 124;

Considérant que la Belgique est membre de la l'Accord de Bonn transposé par la loi du 16 juin 1989 portant approbation de l'Accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses, et de l'Annexe, faits à Bonn le 13 septembre 1983;

Considérant que la réunion de 1987 de l'Accord de Bonn a approuvé son règlement financier par consensus ;

Considérant que l'Accord de Bonn a décidé, en sa réunion de 2014, que la contribution 2015 de la Belgique s'élèvera à 6.814,92 GBP (£);

Sur la proposition du Secrétaire d'Etat à la Mer du Nord,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Une contribution obligatoire en euros équivalent à 6.814,92 GBP (£), à imputer au crédit prévu à la division organique 55, allocation de base 51.35.40.01 (programme 25.55.5) du budget du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement pour l'année budgétaire 2015, est allouée à l'Accord de Bonn.

Art. 2. Le montant de la contribution sera versé au compte suivant :

Bonn Agreement Secretariat

National Westminster Bank PLC

Fleet Street (B) BRANCH

PO Box 281

156 Fleet street

London ECHA2DX

N° de code de la Banque: 60-80-08

N° et dénomination du compte : 01626183

Bonn Agreement

IBAN : GB75NWBK60800801626183

Swift : NWBKGB2L

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C - 2015/24139]

13 MEI 2015. — Koninklijk besluit houdende toekenning van de financiële bijdrage 2015 van het Koninkrijk België aan het Bonn Agreement Secretariat in het kader van het Bonn Akkoord

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 december 2014 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2015, programma 25.55.5;

Overwegende de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, de artikelen 121 tot 124;

Overwegende dat België lid is van het Bonn-Akkoord dat omgezet werd door de wet van 16 juni 1989 houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake samenwerking bij het bestrijden van de verontreiniging van de Noordzee door olie en andere schadelijke stoffen, en van de Bijlage, opgemaakt te Bonn op 13 september 1983;

Overwegende dat de vergadering van 1987, van het Bonn-Akkoord bij consensus zijn financiële reglement goedgekeurd heeft;

Overwegende dat het Bonn-Akkoord beslist heeft in zijn zitting van 2014, dat de bijdrage voor 2015 van België 6.814,92 GBP (£) zal bedragen;

Op de voordracht van de Staatssecretaris van de Noordzee,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een verplichte bijdrage in euro, equivalent aan 6.814,92 GBP (£) aan te rekenen op het krediet voorzien bij de organisatieafdeling 55, basisallocatie 51.35.40.01 (programma 25.55.5) van de begroting van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu voor het begrotingsjaar 2015, wordt verleend aan het Bonn-Akkoord.

Art. 2. Het bedrag van de bijdrage zal gestort worden op volgende rekening:

Bonn Agreement Secretariat

National Westminster Bank PLC

Fleet Street (B) BRANCH

PO Box 281

156 Fleet street

London ECHA2DX

Bank code nummer: 60-80-08

Nummer en naam van de rekening : 01626183

Bonn Agreement

IBAN : GB75NWBK60800801626183

Swift : NWBKGB2L